

Arguments pour la lutte sociale

Déclaration du 24 avril 2017

Après le 23 avril : bilan et perspectives.

Un second tour Macron/Le Pen : tel est l'aboutissement du quinquennat Hollande. Un tel second tour est en lui-même une défaite pour le monde du travail, qu'il faut cependant relativiser, car les pronostics dominants donnaient il y a six mois un second tour Juppé/Le Pen, et voici trois mois un second tour Fillon/Le Pen. Dans les deux dernières semaines précédant le scrutin, deux éventualités bousculant le scenario établi et voulu par les sommets de l'État s'étaient profilées, combinées ou non : celle d'une accession de J.L. Mélenchon au second tour et celle d'un échec de Mme Le Pen à y accéder.

L'espérance Mélenchon déçue.

Le fait que la première éventualité se soit dessinée, ainsi que l'importance relative du score de J.L. Mélenchon aux alentours de 19%, prouve une chose : une candidature unitaire de la gauche et du mouvement ouvrier, qui aurait été la candidature Mélenchon *si celui-ci l'avait voulu*, aurait gagné. Ceci n'est en rien une leçon tirée après coup, c'est ce que nous disons depuis des mois, avec d'autres.

Malgré son orientation qui ne visait à rien d'autre qu'à se partager, avec Macron, les dépouilles des vieux partis de gauche, le courant social qui cherche l'unité et l'action pour se défendre du patronat et de l'État s'est, en fin de campagne, porté sur le vote Mélenchon.

Celui-ci a fait croire à ses partisans que c'était la ligne de la « France insoumise », populisme revendiqué comme tel, au dessus des classes et des partis et ni de droite ni de gauche, qui était en train de triompher en attirant les voix des abstentionnistes et du FN. Lui-même semble avoir cru à son élection possible, comptant à son tour sur un second tour face à Mme Le Pen.

En réalité, c'est malgré la « France insoumise » que le vote de lutte sociale, vote « ouvrier » ou dit « de gauche », a fait la poussée finale de Mélenchon, qui ne l'aurait porté au second tour que par une autre orientation, celle de l'unité du mouvement ouvrier et de la « gauche ». Au final, comme initialement prévu, il a contribué à la fabrication de Macron, avec François Hollande.

Marine Le Pen.

La seconde éventualité - un tassement de Mme Le Pen, qui réalise certes un score important, mais sans doute pas au niveau qu'elle espérait - a hypocritement fait

trembler les puissants, car tous comptent sur elle au second tour pour faire élire leur candidat : c'est à cela qu'elle doit servir. C'est là un pari d'ailleurs tout à fait risqué ...

Même si Fillon a relativement résisté, la carte électorale comparée de la droite UMP/LR et du FN entre 2012 et 2017 montre que Mme Le Pen est au second tour grâce à un transfert de voix venant de la droite, dès le 1^{er} tour, qui la porte à des niveaux très élevés dans le Nord de la France.

De fait Mme Le Pen se substitue au candidat LR pour le second tour, et de ce point de vue nous ne sommes pas exactement dans la répétition du scenario Le Pen père/Chirac.

Il est nécessaire d'analyser froidement ce qu'elle représente aujourd'hui. Les origines politiques de son mouvement sont fascistes, mais ceci ne veut pas dire qu'elle ait la volonté politique ni les moyens de lancer du jour au lendemain des bandes de nervis d'un jour à l'autre à l'assaut des libertés démocratiques.

Ecoutons-là : elle combine un programme d'attaque contre étrangers, immigrés et réfugiés, remettant en cause le code de la nationalité, avec un programme « populiste » allant jusqu'à prétendre défendre les salaires et les services publics, et avec une réorientation en politique étrangère mettant en cause le lien France-Allemagne dans le cadre de l'UE, et mettant en œuvre une nouvelle alliance franco-russe - cette partie de son programme converge avec ceux de Fillon et de Mélenchon.

Cet assortiment et la place que Macron va lui donner, ainsi que les discours présentant ses électeurs comme étant « la France rancie » par opposition à la « France mondialisée », vont lui permettre de ratisser très large.

Elle peut, en fait, prétendre, une fois Fillon au tapis, à représenter une forme d'union nationale alternative à celle que représente Macron : celle du protectionnisme opposé au libre-échange, de la contestation de l'UE opposée à l'acceptation des directives de Bruxelles. Celle-là même pour laquelle, en vue de défaire le Labour de Jeremy Corbyn, Theresa May vient de décider de législatives anticipées au Royaume-Uni.

Pour le salariat, la porte d'entrée de l'union nationale avec Macron est la liquidation du code du travail, et la porte d'entrée de l'union nationale avec Le Pen est la liquidation du code de la nationalité, chacun servant de faire-valoir à l'autre.

Emmanuel Macron.

La force d'Emmanuel Macron ne vient que du travail fait par Hollande et ses gouvernements pour détruire les droits sociaux, et au final liquider les partis issus du mouvement ouvrier. Beaucoup de commentateurs glosent sur la « rupture » que représenterait l'accession d'un « homme jeune » et « sans parti » au pouvoir. A la façon des chanteurs de boys bands, Emmanuel Macron est un produit de synthèse dont la vacuité fascine au regard de son résultat.

Mais attention : le gouvernement par ordonnances qu'il promet, s'attaquant à ce qui reste du code du travail, appliquant et aggravant la loi El Khomri, et réduisant massivement le nombre de fonctionnaires, ne se caractérisera pas par la vacuité mais par la marche à l'affrontement social.

Il va chercher à former une majorité aux législatives pour mener à bien ces attaques, donc à reconstituer une sorte de « parti du président », et la présence de Mme Le Pen au second tour va lui permettre d'accélérer ces manœuvres tout de suite.

Les vraies questions auxquelles sont confrontés les « insoumis ».

Le silence de J.L. Mélenchon au soir du premier tour, et son alibi qui ne saurait tenir (la consultation numérique des « insoumis »), a immédiatement privé de toute perspective immédiate de combat, comme cela était nécessaire et possible, ceux qui avaient fondé en lui tous leurs espoirs.

J.L. Mélenchon, en 2002, était aux premiers rangs pour appeler à voter Chirac au second tour et n'a jamais remis en cause cette position. Sa résistance apparente, dont on verra ce qu'il en sera dans les prochains jours, à l'adhésion à l'union nationale derrière Macron, ne s'explique malheureusement pas par un enractinement dans l'indépendance de classe, puisque la « France insoumise » préconise l'union nationale, englobant le capital « productif » et « national » contre la seule « finance » et « l'oligarchie ».

Les imprécations de ce dimanche soir contre « l'oligarchie » et la « médiocratie » parvenaient mal à cacher le **vide politique** devant lequel il a conduit des centaines de milliers de jeunes, notamment. Ceux-ci ne veulent pas, et on les comprend, se rallier à Macron.

L'autre union nationale, au nom de la rupture avec l'UE et au nom de la « souveraineté », avec Mme Le Pen, serait un suicide politique : Mélenchon n'est pas Dupont-Aignan même si leur politique étrangère est la même.

Alors que faire ?

L'issue serait de revenir aux pratiques démocratiques du mouvement ouvrier, et d'appeler à des candidatures unitaires pour la constituante tout de suite, pour l'abrogation de la loi El Khomri. Mais cela, c'est le contraire de la « France insoumise ».

Alors ?

Alors rien : nulle autre orientation que maintenir cette dernière pour tenter d'en faire une machine à faire battre les candidats unitaires, socialistes en rupture ou communistes, aux législatives, continuant donc à faire le jeu de Macron ...

Notre problème à tous.

Le problème, beaucoup plus important, des exploités et des opprimés qui sont expropriés de ce second tour, c'est : comment aller vers cette organisation démocratique, ce parti non bureaucratique, qui ne soit ni comme les anciens partis, ni comme une ligue plébiscitaire ?

N'est-il pas temps maintenant de se réunir à plusieurs, dans la diversité politique, pour en discuter ?

Une orientation, une perspective, pour tout de suite.

L'intérêt du monde du travail et de la jeunesse ne réside en aucun cas dans l'union nationale, ouverte ou discrète, derrière le vote Macron, ni dans celle que Mme Le Pen va mettre en avant, en nous chantant, n'en doutons pas, les vertus de la souveraineté populaire et de ... l'insoumission !

Ni Le Pen ni Macron : cette orientation ne fait pas le jeu de Le Pen comme vont le dire, sincèrement ou non, aussi bien les partisans de l'union nationale que les camarades pour qui il y aurait un danger fasciste immédiat, car elle a des points de concrétisation immédiats.

D'abord, la lutte sociale indépendante. Les luttes de 2016 ont empêché qu'en plus de liquider le code du travail ... et le PS, Hollande et Valls ne liquident le syndicalisme, mais celui-ci est acculé à la lutte. Il faut que des centaines de milliers de manifestants interviennent le 1^{er} mai, sur le mot d'ordre d'abrogation de la loi El Khomri et sur l'ensemble des revendications : la préparation de l'affrontement social commence tout de suite.

Et dans le même processus, engageons la lutte politique pour des candidatures unitaires et démocratiques aux législatives.

Par candidatures unitaires et démocratiques, entendons des candidatures qui :

- affronteront le président de la V^e République tout de suite, en vue de la chasser si c'est Mme Le Pen, de le battre tout de suite sur son plan de « 100 jours » pourachever le code du travail si c'est M. Macron ;
- mettent à l'ordre du jour le changement de régime, en faisant de cette assemblée une vraie constituante (souveraine, et non pas « tirée au sort », évidemment !)
- abrogeront la loi El Khomri et la réforme du collège.

Certes, c'est difficile, mais pourquoi ? Au soir du 23 avril, J.L. Mélenchon a refusé de formuler quelque perspective que ce soit, B. Hamon et P. Laurent ont immédiatement appelé au vote Macron, et P. Poutou et N. Arthaud ont salué leurs électeurs, peu nombreux. Voilà la difficulté.

Mais à la base, l'idée de candidatures unitaires contre la V^e République, contre Le Pen, contre Macron, pour l'abrogation de la loi El Khomri, rencontre les besoins réels.

Tel est l'intérêt du monde du travail, telle est la question posée aux militants, syndicalistes, socialistes qui ont refusé Macron et Valls, communistes, d'extrême-gauche, ainsi qu'aux « insoumis » qui peuvent et doivent maintenant comprendre que ce n'est qu'en renouant avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier - pas la bureaucratie, mais la démocratie - que leurs aspirations peuvent avoir un avenir.

Imaginons : une force politique ayant, par exemple, la place des 19% de Mélenchon, ou même d'ailleurs seulement des 6% de Hamon (ou les deux, ce serait encore mieux), qui appelle à engager la lutte sociale et la bataille des législatives tout de suite avec pour objectif réalisable par delà le 7 mai, une majorité pour en finir avec la V^e République et les ennemis du code du travail et du code de la nationalité ...

Engageons la discussion sur les moyens à se donner pour avancer dans cette direction !